



Entretien

«Le secteur devrait retrouver
une croissance normale»



■ Mohamed Maârouf

- L'absence d'outils de gestion des risques a précipité la crise de la microfinance qui voit le portefeuille à risque passer à 10 %.
- La tendance des banques marocaines vers le Low Income Banking est caractérisée par l'absence de prise de risque.
- Pour Mohamed Maârouf, Directeur exécutif de PlaNet Finance Maroc, la crise actuelle faciliterait l'émergence d'un système financier inclusif sur des bases raisonnables.

► **Finances News Hebdo :** *Tout d'abord, quel est à ce jour l'impact de la crise sur le secteur de la microfinance et surtout sur les IMF ?*

► **Mohamed Maârouf :** Depuis 2007, le secteur de la microfinance au Maroc est confronté à une crise sans précédent, liée à la croissance non maîtrisée du portefeuille des actifs, l'absence d'instruments efficaces de gestion des risques et au dépassement des capacités institutionnelles de certaines IMF, notamment au niveau des politiques de crédit trop laxistes, des systèmes d'information et de gestion obsolètes et des lacunes au niveau du contrôle. En décembre 2008, les portefeuilles à risques ont représenté 5% du portefeuille de prêt, et un an plus tard, ils atteignent le niveau alarmant de 10%. En même temps, les abandons de créances ont considérablement augmenté, avec des répercussions négatives sur la rentabilité et la solvabilité des Institutions de Microfinance (IMF) marocaines. En mai 2009, la Fondation Zakoura qui est alors l'un des leaders de la microfinance au Maroc, enregistre un portefeuille à risque supérieur à 30%. Elle se voit alors contrainte de fusionner avec la Fondation de Banque Populaire pour le micro-crédit.

Fin 2009, selon les chiffres consolidés par la Banque centrale, le secteur affiche un encours de 4,8 milliards de dirhams, soit un repli de 16% et 307 millions de dirhams de créances en souffrance, soit une progression de 2% par rapport à l'année précédente et leur couverture par les provisions s'est située à 59%, au lieu de 68% en 2008. Parallèlement, le nombre de bénéficiaires des prêts des associations de micro-crédit est revenu de 1.247.359 clients à 916.861 en 2009, dont 49% de femmes contre 54% en 2008.

Aujourd'hui, la situation se stabilise progressivement. Des mesures ont été prises pour assainir le portefeuille et permettre au secteur du micro-crédit de prendre un nouveau départ. Les IMF ont mis en place des plans de redressement qui consistent à renforcer la méthodologie de crédit, à donner plus d'importance au recouvrement des prêts.

Désormais, les IMF échangent régulièrement des informations sur les impayés de leur clientèle afin de contrôler les crédits croisés. Une centrale des risques est même en cours de mise en place. Grâce à toutes ces mesures, le secteur devrait retrouver une croissance normale et reprendre sa place de leader incontesté de la microfinance dans le Monde arabe.

► **F.N.H. :** *Et dans quelle mesure cette crise pourrait affecter l'émergence d'un système financier inclusif ?*

► **M. M. :** Je pense qu'au contraire de ce qu'on pourrait être amené à croire, cette crise de croissance était nécessaire et pourrait faciliter, à mon avis, l'émergence d'un système financier inclusif sur des bases raisonnables.

La définition d'une stratégie de développement du secteur de la microfinance au Maroc ne pourra se faire que dans le cadre d'une réflexion globale sur les mutations que devrait connaître le système financier marocain et la redéfinition du rôle de ces différentes composantes. Il s'agit notamment de clarifier le rôle et les complémentarités concernant le financement des personnes à faible revenu par la microfinance et par les banques, de concevoir les instruments (ou les acteurs) nécessaires pour le financement des TPE, qui sont un levier stratégique pour le développement économique du pays, et la clarification du rôle que pourrait jouer la banque postale dans le design de ce système qu'on veut inclusif. Enfin, il s'agit aussi de répondre à la question du financement des plus pauvres des pauvres, en synergie avec les projets majeurs de développement humain tels que l'INDH.

► **F.N.H. :** *Dans ce contexte, va-t-on assister à la disparition des petites IMF et à la transformation des grandes ?*

► **M. M. :** Absolument pas. Elles ont un rôle majeur à jouer dans le financement de certaines catégories de personnes écartées du système classique de financement et dans la proposition de certains services non finan-

ciers d'accompagnement. Il est clair que certaines ont été touchées de plein fouet par la crise et qu'il y a de réels défis de renforcement des capacités institutionnelles, mais la volonté est très forte pour trouver les moyens idoines afin de dépasser ces contraintes, notamment par l'optimisation et la mise en commun des moyens de production. Néanmoins, ces efforts ne garantiraient pas obligatoirement la non disparition de quelques acteurs.

► **F.N.H. :** *Quelles sont les questions chaudes de cette rentrée 2010/2011 sur lesquelles le secteur devra plancher ?*

► **M. M. :** Trois chantiers majeurs à mon avis :

- Les IMF vont continuer leur effort d'assainissement du portefeuille et de renforcement des systèmes.

- Les parties prenantes doivent plancher sur les scénarii de transformation, fruits de l'étude sur la transformation financée par le MCC.

- La mise en œuvre de projets de mutualisation des moyens pour les petites IMF.

Bien entendu, d'autres projets vont continuer ou verraient le jour tels la mise en place de la centrale des risques, l'informatisation des petites IMF, le financement de l'assistance technique, la formation ou les fonds de crédit par des acteurs de la coopération internationale.

► **F.N.H. :** *On remarque le grand intérêt accordé aux populations à bas revenus par les banques marocaines. Quel en est la valeur ajoutée pour le secteur de la microfinance et ses bénéficiaires ?*

► **M. M. :** L'orientation des banques marocaines vers le Low Income Banking est une tendance de plus en plus avérée, même si nous constatons que l'approche adoptée par la plupart des banques est caractérisée par l'absence de prise de risque. En effet, les offres actuelles sont plutôt des offres de dépôt, de cartes de retrait et de services de transfert d'argent, ce qui dénote d'une volonté de mieux connaître d'abord les comportements et les besoins des populations cibles

avant de lancer des produits de crédit. Ceci donne lieu à des processus longs. Eu égard à la structure des coûts des banques et aux spécificités de la réglementation bancaire, je pense que l'offre Low Income des banques devrait compléter et non concurrencer l'offre du secteur de la microfinance pour des microentreprises dont les besoins dépassent le plafond des 50.000 DH. A ce sujet, l'un des points sur lequel devrait porter le débat sur la transformation est de permettre à certaines IMF d'octroyer des prêts allant jusqu'à 100.000 DH, ce qui est à même de rendre cette complémentarité de l'offre IMF et banques plus intéressante.

► **F.N.H.** : *Cette tendance a été accentuée avec l'arrivée de Barid Bank adossée à Barid Al-Maghrib. Cela augure-t-il du développement de nouveaux produits à destination des populations à bas revenus ?*

► **M. M.** : Normalement, oui. Poste Maroc a une grande expérience dans les services financiers aux personnes à faible revenu et la banque postale doit capitaliser cela. En récupérant 1,5 million de comptes chèques postaux (13 milliards de DH) et 3 millions de titulaires de comptes d'épargne (14 milliards de DH), elle devient de facto un acteur incontournable des services aux populations à bas revenus. S'ils comptent servir 15 millions de clients d'ici 2015 cela doit être fait à coups de produits innovants à destination de cette population.

► **F.N.H.** : *En partenariat avec La Marocaine Vie, INMAA diversifie son activité et offre à ses membres le premier contrat de micro-assurance au Maroc. Va-t-on voir se multiplier les micro-produits ?*

► **M. M.** : Ce partenariat est important par sa portée symbolique et didactique. Les populations à faible revenu ont besoin d'une offre complète de services financiers pour faire face à la fragilité de leur situation financière. En plus des besoins en crédit, elles ont besoin de produits d'épargne et de produits de couverture de risque. Malheureusement, à date d'aujourd'hui, elles font face à ces besoins par la dette, ce qui compromet la bonne utilisation des prêts et, par conséquent, compromet l'impact favorable que devrait avoir le microcrédit. C'est pour cette raison que l'un des débats majeurs qui doit accompagner les discussions sur la transformation est de voir de quelle manière et par quels acteurs on devrait adresser ces besoins. ■

Propos recueillis par I. B.